

L'ALGÉRIE NE CESSE DE RECULER DANS LE CLASSEMENT MONDIAL DE LA CORRUPTION

Indignation, colère et révolte chez de nombreux Algériens

L'ONG de lutte contre la corruption Transparency International a rendu public, le jeudi 1^{er} décembre, son Indice de perception de la corruption (IPC) pour l'année 2011. 183 pays y figurent — dont l'Algérie —, contre 178 en 2010. L'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC) a aussi publié le même jour un communiqué à ce sujet dont de larges extraits ont été repris par la presse (papier et électronique). L'Algérie obtient la très mauvaise note de 2,9 sur 10, la même que celle de

l'année dernière, et la 112^e place, reculant de 7 places par rapport au classement de 2010 ! L'Algérie a fait l'objet de 7 enquêtes et études d'organisations internationales indépendantes, enquêtes qui convergent toutes vers les mêmes résultats. L'indice 2011 note 183 pays et territoires de 0 (extrêmement corrompu) à 10 (extrêmement intègre) selon les niveaux de corruption perçus dans le secteur public. Il utilise les données de 17 enquêtes portant sur des facteurs tels que l'application des lois anti-

corruption, l'accès à l'information et les conflits d'intérêts. Dans les journaux et la presse électronique, des dizaines de commentaires et réactions de lecteurs — via Internet — traduisent des sentiments d'indignation, de colère et de révolte : «Tous des voleurs !», «Une honte !», «Indice de corruption, les pays mal notés n'en ont rien à foutre. Cela ne change rien», etc. Nous avons choisi une quinzaine de ces réactions que nous publions ci-dessous. Envoyez-nous les vôtres.

1. «Le paradoxe c'est que le pouvoir s'attaque aux personnes et aux associations qui dénoncent la corruption et non à la corruption elle-même. Tous les services de l'Etat sont gangrenés par ce fléau : les premiers foyers de la corruption sont les impôts, les douanes, la justice et tous les services des marchés publics ; et maintenant les banques qui arrivent à la rescousse, il y a même des ripoux (pourris en verlan) dans la police et la gendarmerie et cela se constate au train de vie. Quand on gagne 50 000 DA, comment peut-on avoir une voiture pour madame, une autre pour monsieur de 3 millions de dinars, une résidence principale de 2 milliards, une maison au bord de l'eau, 1 milliard pour les voyages à Paris et Marrakech au vu et au su de tous. Voilà la triste réalité et si on ne guérit pas ce mal très profond, ce sera l'effondrement de l'Etat. Mais comme on dit, le poisson commence à pourrir de la tête, c'est dommage pour les Algériens honnêtes et pour nos chouchouhadas.»

2. «Le jour où le droit algérien fera la nette distinction entre l'intermédiation qui est une profession et la corruption, qui demeure un délit, l'indice annuel de perception de la corruption de l'Algérie sera nettement meilleur. L'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC) devrait proposer un classement des pays qui incitent et encouragent leurs entreprises à obtenir les marchés auprès des pays du Sud par le versement de commissions, montants souvent enregistrés comme charges par l'utilisation de subterfuges comptables. En les dénonçant, la corruption dans le monde connaîtra un recul certain.»

3. «Un responsable de la DGI (impôts) de passage récent à la radio Chaîne I déclarait à son interlocuteur qu'il a été relevé 100 cas de corruption dans le corps des agents du Fisc et fait une comparaison étonnante avec les milliers d'agents qui travaillent dans cette institution. Il a expliqué que cela ne représentait rien de grave et que ça restait dans les limites tolérables. Non Monsieur, 100 cas avérés de corruption, répartis sur 48 wilayas, cela fait plus de 2 agents corrompus par wilaya.

C'est très grave. En plus, les 100 cas avérés sont ceux que les opérateurs ont décidé de dénoncer, soit par courage et honnêteté intellectuelle, soit pour en avoir marre de payer en silence. Le nombre de corrompus encore à l'ombre doit être beaucoup plus que

ça et c'est pour ces raisons que notre économie est ce qu'elle est.»

«La corruption c'est comme la drogue ou la fausse monnaie...»

4. «Tant que la fameuse question "d'où détiens-tu cela ?" n'est pas appliquée, il serait vain de chercher à réduire la corruption.

Le produit de la corruption s'étale horizontalement et verticalement à travers les biens immobiliers : à qui appartiennent ces biens de commerce, d'industrie ou d'habitation ?

Pourquoi et comment certains fonctionnaires à des postes précis possèdent autant de richesses et de surcroît montrées avec ostentation ? Qui sont leurs protecteurs, s'ils en ont ? Et pourquoi ne craignent-ils pas d'exhiber leurs possessions ? Autant de questions à poser, la corruption c'est comme la drogue ou la fausse monnaie, elles sont fatales à l'économie et à la nation.

5. «Il sera dur mais pas impossible de la réduire, voire de la vaincre. Pour cela, il faudra des hommes convaincus et une justice propre sur laquelle ils devront compter.»

6. «Je ne vois pas pourquoi on parle de corruption en Algérie qui s'est transformée en institution d'Etat (sans oser généraliser) : celui qui n'est pas corrompu en Algérie ne peut être Algérien. Un grand commerçant barbu, je ne sais de quelle tendance, m'a spécifié que ce n'est plus de la corruption c'est une «hadiya» (cadeau). Allahou Akbar !»

«L'exemple doit venir d'en haut !»

7. «L'exemple doit venir d'en haut ! Depuis 1962, le pouvoir illégitime d'Alger ne fait que donner le mauvais exemple à tous les niveaux, social, économique et religieux. Le bon vieux peuple n'est pas à blâmer pour s'être conformé à la cadence imposée de force depuis 50 ans.

En ce qui me concerne, je ne jetterai jamais la pierre à mes compatriotes ! Si on l'a formaté et fait baigner dans la corruption, il est logique que la corruption le gagne aussi. Si on vous force à plonger dans un égout, en sortirez-vous propre ? Anaâlou bliss ! J'ai trop de tendresse pour ce peuple pour lui faire porter le poids du moindre reproche !»

8. «Vous n'avez qu'à voir le profil des personnes à la tête des mécanismes mis en

place par les autorités pour lutter contre la corruption, vous comprendrez pourquoi.»

«Lutter contre la corruption est un devoir citoyen»

9. «Le constat est là, et la solution ? Il faut agir. Comment ? Liberté d'expression, ouverture des médias lourds, suppression des monopoles, ouverture du libre marché, transparence de la justice, et surtout alléger les procédures pour annihiler la bureaucratie.»

10. «Lutter contre la corruption est un devoir citoyen qui concerne toute la nation surtout la réhabilitation de la Cour des comptes afin d'examiner les richesses des tenants du pouvoir et de l'Etat, car pour laver un corps de la saleté, c'est toujours de la tête aux pieds. Historiquement, la corruption est l'origine de la ruine des pays et même de toutes les civilisations, notre cher pays l'Algérie est l'un des pays corrompus du monde, ce fléau qui ronge notre société jusqu'à en devenir le mode d'enrichissement le plus pratique, comme la recherche du gain facile au détriment du travail. Personnellement pour avoir dit une vérité, j'ai été sanctionné et j'ai vécu l'enfer...»

11. «Les règles pour les gouvernements à œuvrer pour réduire la corruption et rendre le clientélisme inacceptable sont simples. Etablir des institutions anti-corruption protégées, fortes (plus fortes que la police et DRS concernant leur travail), indépendantes de l'Etat, de la politique et bien de la religion. Elles seront jugées par leur travail et résultats transparents.»

«Messieurs, faites quelque chose pour ce pauvre pays gangrené par des corrompus !»

12. «La corruption ne naît pas par hasard, qui cherche les causes et les solutions?» La politique du «ils sont tous pourris» c'est trop facile. Une nation entière de corrompus, quelle absurdité ! Parmi les Algériens, il y a des gens honnêtes et sincères, des parents, des amis avec le cœur sur la main.

Il faut demander aux fonctionnaires corrompus pourquoi ils le sont devenus, que leur faudrait-il pour arrêter «les dessous-de-table» et leur assurer un avenir décent et à l'abri du besoin — simplement faire en sorte qu'ils aient plus à perdre avec la corruption qu'avec l'honnêteté, on verra en fin de course que

les vrais corrompus ne sont qu'une poignée.»

13. «Tous des voleurs : c'est la raison pour laquelle personne ne veut réagir et ça continuera jusqu'au retour des honnêtes citoyennes et citoyens. Messieurs, faites quelque chose pour ce pauvre pays gangrené par des corrompus.»

14. «Certes, l'Algérie est gangrenée par la corruption qui, à court terme, sera la cause de l'effondrement de l'Etat algérien. J'aurai préféré qu'elle soit classée parmi les dix derniers dans le monde tellement c'est grave. Les décideurs qui se trouvent encore à la tête des institutions ont tout fait pour écarter les cadres honnêtes et compétents pour mettre à leur place des affairistes, des lèche-bottes attirés par le gain facile sous la bénédiction de leurs responsables eux-mêmes corrompus.»

15. «Mais de qui se moque-t-on ? Foutaises !!! L'Algérie 112^e, le Qatar 22^e ? C'est bon, on a compris l'arnaque... Que notre pays soit en proie à la corruption, la chose est entendue, mais là on se fout carrément de la gueule du monde ! Et l'Occident toujours aussi "clean" (les Scandinaves, je veux bien, mais les Latins et les Anglo-Saxons...), bien que ce soit encore là que circulent les plus grandes masses financières opaques (ne serait-ce que dans les paradis fiscaux !). Après l'humiliante débâcle grecque, les financements occultes de partis français (de droite notamment) par rétro-commissions, le lobbying politique érigé en religion aux USA... Et par-dessus tout, le pouvoir omnipotent des banques et de la finance spéculative sur l'Occident en général : avec quoi corrompent-ils ? Des bananes ?

Au détriment des peuples relégués au rang d'esclaves productivistes et consuméristes, du moins quand ils en ont les moyens ? Mais de qui se moque-t-on ? Doutera-t-on après cela que les ONG soient, comme beaucoup le savent, des armes géopolitiques d'influence, d'ingérence et de manipulation des foules ?»

16. La corruption est une constitution dans notre pays. Ceux qui ne savent mettre la main à l'intérieur du pot de miel sont éliminés et écartés. Le jour où cette corruption sera éliminée, l'on aura compris que la justice aura changé de méthodes et de moyens humains.

17. «Les fondements du régime ne peuvent générer autre chose. C'est la seule où il peut exceller. Le réformer ? Une chimère. Le détruire, une nécessité !!»

LSC

9 DÉCEMBRE, JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA CORRUPTION

«Votre “non” compte toujours !»

Le 9 décembre prochain, la communauté internationale célébrera la Journée internationale contre la corruption dont ce sera la 8^e édition. Elle a été instaurée par les Nations unies en 2004 — une année après la signature par de nombreux pays de la Convention des Nations unies contre la corruption, dont l'Algérie. Le gouvernement algérien — à l'instar des précédentes éditions — ne célébrera pas cette journée, continuant de la boudier, ce qui n'est pas une surprise en soi. Seuls la société civile et quelques journaux essaieront d'évoquer cet événement. «Que pouvez-vous faire contre la corruption ? Votre “non” compte !»

10 exemples illustrent comment dire «non» à la corruption

1. Ratifier et incorporer la Convention des Nations unies dans la législation nationale, et surtout veiller à rendre effective l'application de cette législation de prévention et de lutte contre la corruption.

2. Les pays qui s'attaquent avec succès à la corruption voient leur légitimité considérablement renforcée aux yeux de leur population, ce qui instaure stabilité et confiance ; savoir ce que la Convention exige de votre État et de ses fonctionnaires.

3. L'éradication de la corruption permet à un pays de se développer socialement et économiquement ; informer le public de l'obligation qui incombe à l'État d'être exempt de corruption.

4. Une justice égale et équitable pour tous est cruciale pour la stabilité et la croissance d'un pays. Elle contribue également à lutter efficacement contre la criminalité.

5. Attirer l'attention du public, des médias et des pouvoirs publics sur le coût de la corruption pour les services essentiels, tels que la santé et l'éducation.

6. Lorsque les services de base fonctionnent, toute la société y gagne ; apprendre aux jeunes de votre pays ce qu'est un comportement éthique, ce qu'est la corruption

et comment la combattre, et les encourager à revendiquer le droit à l'éducation.

7. Élever les futures générations de citoyens dans l'idée que les pays doivent être exempts de corruption est un des moyens les plus efficaces de leur garantir un avenir meilleur.

8. Signaler les cas de corruption.

9. Il faut créer un environnement dans lequel prévaut l'État de droit ; refuser de participer à toute activité qui ne soit ni légale ni transparente.

10. Accroître les investissements tant nationaux qu'étrangers. Tout le monde préfère investir dans un pays dont on voit que les fonds ne disparaissent pas dans les poches de fonctionnaires corrompus ; favoriser la stabilité économique en pratiquant la tolérance zéro vis-à-vis de la corruption.

Un milieu d'affaires transparent et ouvert est la pierre angulaire d'une démocratie solide.